« ХОРОШО ГДЕ НАС НЕТ »

L'émigration des « Russophones » d'Asie centrale

Julien Thorez

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/echogeo/11212>

DOI : 10.4000/echogeo.11212

ISSN : 1963-1197

Éditeur

Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586)

Référence électronique

Julien Thorez, « « Хорошо где нас нет »

L'émigration des « Russophones » d'Asie centrale », *EchoGéo* [En ligne], 9 | 2009, mis en ligne le 12 juin 2009, consulté le 31 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/11212> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/echogeo.11212>

Ce document a été généré automatiquement le 31 juillet 2021.

EchoGéo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International (CC BY-NC-ND)

« ХОРОШО ГДЕ НАС НЕТ » L'émigration des « Russophones » d'Asie centrale

Julien Thorez

- 1 Après leur indépendance, les pays d'Asie centrale issus de l'URSS – le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan – ont conservé la distinction établie en URSS entre la nationalité et la citoyenneté, qui était héritée de la catégorisation adoptée par l'administration tsariste¹. Ces catégories renvoient respectivement à une définition ethnique et à une définition civique de l'appartenance et de l'identité, qui depuis leur élaboration ont été conçues comme des outils de gouvernement (Cadiot, 2007). Alors que l'on distingue les nationalités titulaires, sur la base desquelles furent fondées en Asie centrale dans les années 1920 et 1930 cinq républiques socialistes soviétiques, des nationalités non-titulaires, ce classement des populations contribue à l'ethnisation des rapports et des processus politiques et sociaux dans le contexte de l'affirmation de la souveraineté (inédite) des pays centra-asiatiques.
- 2 La période post-soviétique est également marquée par l'émergence d'une catégorie identitaire englobante, les « Russophones » [*ruskoâzyčnye*], qui rassemble les populations russes, biélorusses, ukrainiennes, polonaises et juives qui résident dans l'espace post-soviétique hors de leur foyer national (Laitin, 1998). Les contours de ce groupe peuvent être élargis aux Allemands, en raison de leurs pratiques linguistiques et sociales, le russe s'étant peu à peu imposé au sein de cette population ayant rejoint le monde russe au XVIII^e siècle. Outre ces critères, la construction de la catégorie « russophones » renvoie à la situation géopolitique contemporaine : au moment de son élaboration, elle fut comprise comme associant des populations perçues comme liées à la domination tsariste et soviétique (Laitin, 1998). Dans le contexte de l'Asie centrale, dont la population et le peuplement ont connu des transformations radicales depuis deux siècles, il semble pertinent de privilégier ce critère et d'adjoindre à ce groupe l'ensemble des populations parvenues dans la région dans le cadre des politiques de

peuplement menées durant les périodes tsariste et soviétique (Kosmarskaâ, 2006), notamment les populations déportées durant la période stalinienne². Ainsi définie, la catégorie « population russophones » comporte des dimensions politiques et géopolitiques fondamentales et présente dans le cas centre-asiatique d'importantes similitudes avec les notions de « populations allochtones » et de « populations impériales », laquelle insiste davantage sur les conditions politiques du peuplement contemporain de la région³.

- 3 Depuis la dissolution de l'URSS, le statut des Russophones s'est modifié en Asie centrale comme dans l'ensemble des pays nouvellement indépendants. Ces populations apparaissent désormais comme des minorités nationales dont la position dans les sociétés centre-asiatiques est notamment soumise aux politiques de construction et d'affirmation des Etats et des nations post-soviétiques. Dans ce contexte, les Russophones ont adopté de nouvelles pratiques territoriales : un flux d'émigration a répondu aux changements politiques, économiques et sociaux survenus durant la crise des indépendances. Alors que l'émergence d'un nouveau système migratoire a donné aux républiques d'Asie centrale le statut de pays d'émigration dans le système migratoire international, l'émigration définitive des populations russophones diffère de l'émigration temporaire des populations « centre-asiatiques » (ouzbèkes, tadjikes, kirghizes), qui s'est développée depuis le milieu des années 1990. Ce flux, qui semble s'apparenter à une mobilité post-coloniale, est dominé par l'émigration des Russes, qui étaient plus de 9 millions au recensement de 1989 et représentaient près de 20 % de la population de l'Asie centrale. Intense, il contribue à la recomposition des sociétés et interroge le développement contemporain des pays post-soviétiques d'Asie centrale

Quitter l'Asie centrale

La surmobilité des populations allochtones

- 4 Les comportements migratoires des populations d'Asie centrale dans le contexte de la perestroïka et des premières années des indépendances ont présenté d'importantes disparités en fonction du critère de la nationalité. Alors que les populations autochtones maintenaient leur ancrage centre-asiatique, l'activité migratoire des populations allochtones, en particulier des populations d'origine européenne – Russes, Allemands, Ukrainiens, Tatars, Grecs, Biélorusses, Juifs ashkénazes, etc. –, a augmenté malgré la réduction générale de la mobilité résidentielle des habitants de l'ancienne URSS (Korobkov, Zaionchkovskaia, 2004)⁴. De ce fait, au cours des années 1990, la structure ethnique des flux d'émigration n'a pas correspondu à la composition nationale de la population centre-asiatique et fut marquée par une sur-représentation des migrants russophones (tableau 1). En Ouzbékistan, en 1992, les Russes, qui comptaient pour 8 % de la population, ont pourvu la moitié du contingent des migrants (Thorez, 2005). Au total, depuis le début des années 1990, plus de 5 millions de personnes ont définitivement quitté l'Asie centrale, parmi lesquels près de 4 millions de Russes.

Tableau 1 - La surmobilité des populations allochtones au Kirghizstan (1989-2000)

Populations	Part dans la population en 1989	Part dans les flux d'émigration entre 1989 et 2000
Kirghizes	52 %	5 %
Russes	21 %	51 %
Allemands	2,3 %	14 %
Ukrainiens	2,5 %	7 %
Ouzbeks	13 %	8 %
Tatars	1,6 %	5 %

Sources : recensement de la population de l'URSS, comité national des statistiques du Kirghizstan

- 5 La séquence migratoire entamée depuis la fin des années 1980 s'organise en plusieurs phases. Pendant la première, qui s'étend de 1989 à 1994-1995, l'intensification de l'activité migratoire des populations russophones a conduit à une vague d'émigration massive, marquée par deux pics principaux – en 1989-1990 puis en 1993-1994 – dont les conséquences démographiques furent accentuées par le tarissement des flux d'immigration. Ce processus a été commun à toute l'Asie centrale, mais son cheminement, largement lié à la situation politique et sociale, fut différent selon les pays. Le mouvement d'émigration a ainsi d'abord pris de l'ampleur en Ouzbékistan, où les violences inter-ethniques dont furent victimes les Meskhètes en 1989⁵ ont eu une résonance considérable sur les comportements migratoires de toutes les populations allochtones, avant de se développer au Tadjikistan, dans le contexte de la guerre civile, au Kirghizstan et enfin au Kazakhstan, où le flux d'émigration fut maximal en 1994. Le milieu des années 1990 marque ensuite un tournant, en raison de la diminution régulière de l'intensité et du déficit migratoires. Tandis que 480 000 personnes avaient définitivement quitté le Kazakhstan en 1994, seulement 74 000 personnes ont ainsi émigré en 2003, le solde migratoire se réduisant de – 410 000 à – 9 000 personnes (figure 1).

- 6 C'est également durant cette deuxième phase, qui a duré jusque vers 2003-2004, que sont apparues puis se sont intensifiées, les migrations de travail des Tadjiks, des Kirghiz et des Ouzbeks. Depuis 2004, alors que ces migrations saisonnières et temporaires dirigées prioritairement vers la Russie mobilisent un nombre croissant de travailleurs, les migrations définitives connaissent un nouveau développement, sauf au Kazakhstan où l'on constate un retournement de la dynamique migratoire. Cette vague d'émigration correspond à une augmentation des flux vers la Russie : d'après le service fédéral des statistiques nationales de la Russie, le nombre de migrants entre l'Asie centrale et la Russie a doublé entre 2003 et 2007 pour atteindre 140 000 personnes⁶.

Emigrer : les déterminants de la mobilité

- 7 Plusieurs éléments – politiques, économiques, géopolitiques – expliquent la surmobilité des populations russophones. Dans le prolongement de la perestroïka, la construction des états et des nations s'est opérée dans un climat national dégradé qui, dans l'espace post-soviétique, n'était pas spécifique aux pays d'Asie centrale. L'essor des revendications nationales au cours des années 1980 et la mise en œuvre de politiques nationalistes ont en effet affecté la position et le statut des populations allochtones dans les sociétés centre-asiatiques (Laruelle, Peyrouse, 2004). Dès la fin de la perestroïka, les autorités ont engagé des politiques linguistiques fondées sur la valorisation de la langue de la nationalité titulaire (l'ouzbek, le kazakh, le tadjik, le kirghize, le turkmène⁷), qui ont annoncé le « cataclysme » (Laitin, 1998) subi par les populations russophones au tournant des années 1990. Les nouvelles législations sur la langue heurtaient d'autant plus les populations allochtones, au premier rang desquels les Russes, que la maîtrise des langues nationales était demeurée marginale chez ces derniers⁸. A la différence du Caucase du Sud, l'emploi du russe reste cependant très courant en Asie centrale où il conserve un statut officiel au Kirghizstan et au Kazakhstan, mais la méconnaissance des langues nationales constitue désormais une contrainte dans la vie quotidienne comme dans la vie professionnelle. Les compétences linguistiques sont devenues un critère d'accès à l'emploi, notamment dans l'administration, alors même qu'un mouvement d'indigénisation du personnel politique, conduit au détriment des russophones, a traversé les appareils étatiques⁹. Plus largement, les états ont soutenu au début des années 1990 l'élaboration d'identités nationales, reposant sur les nationalités éponymes dont les traditions devaient

constituer l'essence des nouvelles nations souveraines. C'est ainsi que les autorités centre-asiatiques ont réhabilité des pratiques et des institutions sociales longtemps jugées archaïques par le pouvoir soviétique et étrangères aux populations allochtones, comme la célébration du nouvel an commun au monde iranien, *Navruz*, ou les comités de quartier – les comités de *mahalla*¹⁰ – dans les villes ouzbékistanaises. La réécriture des histoires nationales et la diffusion d'une rhétorique dénonçant la colonisation russe complétaient cet environnement politique et social considéré comme hostile¹¹. La nouvelle visibilité de l'islam soulignait également la frontière culturelle existante entre les populations centre-asiatiques et russophones. Sous des aspects composites, l'altération du statut politique et social des populations russes et impériales et la confrontation de systèmes sociaux différents furent donc propices à la généralisation de la demande migratoire durant la période qui a succédé aux indépendances.

- 8 La crise économique post-soviétique est un deuxième facteur ayant encouragé l'émigration et limité l'immigration, dont l'importance a eu tendance à croître à mesure que s'est estompé le « nationalisme quotidien » [*bytovoj nacionalizm*] dont furent la cible les populations russophones au tournant des années 1990 (Kosmarskaâ, 2006). Si les dernières décennies soviétiques furent marquées par une longue stagnation, la désintégration du système de production et d'échange soviétique a provoqué une crise économique et une dégradation des conditions de vie auxquelles furent particulièrement soumises les populations allochtones, en raison notamment de l'absence de pratiques d'entraide fondées sur les solidarités familiales et lignagères comparables à celles unissant les communautés centre-asiatiques. De surcroît, les premières activités touchées par la crise furent les secteurs employant une main d'œuvre russophone nombreuse. Entre 1990 et 1994, un tiers des postes d'encadrement ont ainsi été supprimés dans les industries centre-asiatiques. Exposées à la crise économique, les populations russophones ont donc subi un appauvrissement dont les effets sur les pratiques migratoires ont été d'autant plus marqués que l'instabilité du contexte géopolitique les incitait à émigrer (Thorez, 2005).
- 9 Pour les populations impériales, l'éclatement de l'URSS a par ailleurs entraîné la perte du lien territorial entre le lieu de résidence (souvent qualifié de « petite patrie » [*malaâ rodina*]) et la « patrie historique » [*istoričeskaâ rodina*], qui avait été établi dans l'empire tsariste et maintenu au sein de l'URSS (Vitkovskaâ, 1996). Malgré la volonté des Etats centre-asiatiques de maintenir, sous différentes formes, des relations privilégiées avec la Russie, cette nouvelle configuration géopolitique, dont la prise de conscience a été accélérée par la disparition du rouble au profit des monnaies nationales (*soum*, *som*, *tenge*, etc.) et le remplacement progressif du passeport soviétique, suscita chez les Russes des craintes individuelles et collectives, liées notamment au statut de minorité nationale. Au Turkménistan, le droit accordé en 1993 de bénéficier de la double citoyenneté turkménistanaise et russe a contenu dans un premier temps la demande migratoire (Peyrouse, 2008). Mais la tension identitaire occasionnée par le fractionnement de l'espace soviétique fut partout intense car la majorité des Russes étaient intimement liés à la région et acculturés par leur intégration dans la société centre-asiatique. Les Russes d'Asie centrale reconnaissent ainsi que leurs pratiques sociales, culturelles ou professionnelles (pratiques épiques, rapport au travail, etc.) se sont différenciées de celles des Russes de Russie au contact des populations centre-asiatiques (Peyrouse, 2008). En outre, au recensement de 1989, selon les pays, entre la moitié – au Tadjikistan – et les deux-tiers – au Kazakhstan – des Russes résidaient dans

leur république natale (Rybakovskij, 1995). Bien que situés dans « l'étranger proche »¹², les pays d'Asie centrale sont néanmoins devenus des espaces répulsifs dans le contexte post-soviétique. Dans ce contexte, l'ampleur de la vague migratoire a, de surcroît, par un effet d'entraînement et d'imitation, conduit à la généralisation des pratiques d'émigration au sein des populations russophones (Kosmarskaâ, 2006).

- 10 Il n'en demeure pas moins qu'à l'exception des jeunes, le départ de l'Asie centrale s'effectue le plus souvent dans un esprit de sacrifice, motivé par l'espoir d'offrir aux enfants un devenir ou de s'assurer une fin de vie plus décente que dans la misère liée à l'indigence des pensions versées en Asie centrale. Le projet de promotion sociale qu'implique l'émigration est donc le plus souvent reporté sur les jeunes générations tant il est vrai que les générations soviétiques sont marquées par le poids des crises soviétiques et post-soviétiques. L'expression russe « *horošo gde nas net* » / « *ХОРОШОГДЕНАСНЕТ* »¹³ traduit tout à la fois cette volonté de migrer et ce scepticisme face à la quête migratoire.

Fuir : les réfugiés du Tadjikistan

- 11 Au Tadjikistan, la dégradation de l'environnement social, économique et politique a été exacerbée par rapport au schéma qui a prévalu dans les autres pays de la région, du fait de la guerre civile qui s'y est déroulée de 1992 à 1997. Au cours de celle-ci, les combats n'ont pas directement impliqué les populations russophones, mais opposé des coalitions tadjikes – néo-communiste et islamo-démocrate – reposant sur des factions régionales. Déjà marquées par la détérioration des relations inter-ethniques, les populations russophones ont néanmoins fui le pays à cette occasion, afin d'échapper à la violence d'affrontements qui firent, selon les sources, entre 25 000 et 50 000 morts (Mukomel, 1997, Elebaeva, 2001). Malgré des conditions matérielles et administratives contraignantes, dès le déclenchement du conflit en mai 1992, l'exode fut massif (carte 1). A la fin de l'année 1992, il ne restait plus de Russes dans les régions méridionales (vallée du Vakhch, région de Kurgan-Tiube, etc.). En mars 1993, 300 000 ressortissants russophones avaient définitivement quitté le Tadjikistan (Tiškov, 1996).

- 12 En raison de la généralisation du conflit et de l'intensité des combats, l'exode des populations russophones a été accompagné de plusieurs vagues de réfugiés « centre-asiatiques », tadjiks et ouzbeks. Au total, environ 900 000 Tadjikistanaïes ont été contraints de migrer pour assurer leur survie et « fuir l'insupportable »¹⁴. Les principaux contingents de migrants se déplacèrent au sein du Tadjikistan, vers les régions moins touchées par la guerre ou vers leur région d'origine. Toutefois, plusieurs dizaines de milliers d'entre eux s'enfuirent vers l'Ouzbékistan, le Turkménistan, le Kirghizstan et le Kazakhstan (et vers la Russie). Les Ouzbeks résidant dans la basse et dans la moyenne vallée du Vakhch, dense oasis agricole, se sont ainsi majoritairement réfugiés en Ouzbékistan, notamment dans la région voisine du Surkhan Daria. Des Tadjiks ont également migré vers la vallée du Zeravchan, où Samarkand et Boukhara sont des villes tadjikophones. Par ailleurs, au moment de la victoire de la coalition « néo-communiste » soutenue par l'Ouzbékistan et les troupes russes stationnant au Tadjikistan, l'Afghanistan a accueilli 150 000 réfugiés tadjiks originaires des régions de Garm et du Badakhchan, qui fuyaient les exactions des unités koulabis et leninabadis¹⁵ (Elebaeva, 2001). Ce groupe disparate comprenait des populations civiles terrorisées et des combattants islamistes défaits qui, par la suite, ont régulièrement mené des opérations militaires contre le nouveau pouvoir. Une majorité de ces réfugiés a regagné rapidement le Tadjikistan ou séjourné momentanément en Afghanistan, mais certains groupes se sont fixés dans des camps, à proximité de Mazar-i-Sharif et de Kunduz, ou ont prolongé leur migration vers l'Iran et le Pakistan. En tout état de cause, en modifiant la nature et l'orientation des migrations, la guerre a engendré au Tadjikistan un système migratoire spécifique par rapport au modèle commun aux autres pays centre-asiatiques. De même, la dimension paroxystique de la crise de l'indépendance a imposé aux populations tadjikes et ouzbèkes de suivre sur les routes de l'exode les populations russophones. Toutefois, la migration était conçue comme provisoire pour les Tadjiks tandis que fuir la guerre tadjikistanaïse signifiait pour les populations impériales partir définitivement de l'Asie centrale.

Vers l'Ouest et vers le Nord, les flux d'émigration

- 13 Au tournant des années 1990, le système migratoire centre-asiatique a été transformé par la généralisation de l'émigration mais également par l'internationalisation des flux. À partir de 1987, le pouvoir a permis à un nombre croissant de citoyens soviétiques d'émigrer (ou de se rendre temporairement à l'étranger), alors que la mobilité résidentielle était jusqu'alors encadrée et bornée (de Tinguy, 2004). Entre 1985 et 1990, le nombre d'autorisation à émigrer délivrée en URSS s'est ainsi élevé de 2000 à 450 000. Ce processus s'est prolongé après les indépendances. Toutefois, en dépit de la diversification des flux migratoires, la Russie demeure la principale destination des migrants d'Asie centrale.

Quelles destinations pour les « peuples punis » ?

- 14 Parmi les populations allochtones, les populations déportées en Asie centrale par le pouvoir stalinien entre 1935 et 1952, dans le cadre de la sécurisation des régions frontalières et de la répression des peuples ayant été accusés d'intelligence avec l'ennemi nazi, occupent une place particulière. Toutes ont été réhabilitées entre 1956 et 1967 mais toutes n'ont pas recouvré leurs droits territoriaux à cette occasion (Polân, 2001). Par conséquent, plusieurs peuples ont été contraints de se fixer en Asie centrale. Les Tchéchènes, les Ingouches, les Balkars et les Karatchaïs ont obtenu le droit de retourner vivre dans le Caucase du Nord, où des territoires nationaux furent créés de façon concomitante. Mais des dispositifs législatifs empêchaient les Meskhètes et les Tatars de Crimée de migrer vers leur république d'origine – la Géorgie et l'Ukraine – ou limitaient cette possibilité à des effectifs symboliques. Cas intermédiaire, la levée des restrictions administratives interdisant aux Allemands¹⁶ de revenir dans les régions de la Volga, promulguée en 1972, ne fut pas accompagnée de la création d'un territoire national ni d'un flux migratoire important.
- 15 À partir de la perestroïka, la libéralisation des politiques d'émigration, en modifiant les conditions de la mobilité nationale et internationale, a ouvert de nouvelles perspectives pour les « peuples punis ». L'élaboration d'un programme de retour des Tatars en Crimée par une commission spéciale créée en 1987 et l'assouplissement du contrôle de la mobilité résidentielle ont conduit à l'émergence d'un flux migratoire entre l'Ouzbékistan et l'Ukraine à la fin des années 1980 (Polân, 2001). Le processus s'est prolongé au cours des années 1990, la disparition des dispositions coercitives permettant aux Tatars de Crimée, qui étaient 188 000 en Ouzbékistan au recensement de 1989, de migrer vers leur « patrie historique ». Les populations meskhètes, également turcophones et musulmanes, ont connu pour leur part un sort très différent. D'une part, elles furent victimes de pogroms en Ouzbékistan en 1989, à l'issue desquels 90 000 personnes ont fui le pays (Ziâmov, 2000). D'autre part, depuis son indépendance, la Géorgie s'oppose à leur retour, les autorités nationalistes de Tbilissi craignant la déstabilisation potentielle que constituerait leur réinstallation en Samtskhé-Djavakhétie où réside une importante population arménienne (Tournon, 2007). De ce fait, la majorité des Meskhètes, dispersée dans les pays de l'ex-URSS, réside en Asie centrale, en Russie et en Azerbaïdjan tandis que des réfugiés ont également été accueillis en Turquie et aux États-Unis.

- 16 Tous les « peuples punis » en quête de retour n'ont pas migré vers la région « soviétique » d'où ils furent déportés. Pour des raisons multiples, les Coréens sont très largement restés en Asie centrale. Les Grecs et les Allemands ne se sont pas dirigés en masse vers les littoraux pontiques ni vers les rives de la Volga, mais vers des « patries historiques » d'autant plus attractives qu'elles se situaient parmi les pays développés. Répondant à des aspirations individuelles et collectives, ces itinéraires post-soviétiques correspondaient à une mobilité volontaire, contrairement à l'errance subie par les Meskhètes.

Patries historiques et pôles de développement : l'attraction de l'« étranger lointain »

- 17 La dynamique d'ouverture de l'espace centre-asiatique engagée à la fin des années 1980 a conduit à l'essor des flux migratoires dirigés vers l'« étranger lointain ». Ces derniers reposent sur l'attraction exercée par les pays développés et sur la reconnaissance d'un droit à immigrer accordé à certains groupes nationaux par des Etats-nations considérés comme leur « patrie historique ». En Allemagne, en Grèce, en Pologne ou en Israël, la législation a permis aux « nationaux » de bénéficier d'un droit au retour, dont les ressortissants allemands, grecs, polonais et juifs d'Asie centrale se sont saisis dans le contexte de la crise post-soviétique. Au cours des années 1990, environ 900 000 Allemands ont ainsi quitté la région pour la République Fédérale d'Allemagne, dont 700 000 depuis le Kazakhstan, 100 000 depuis le Kirghizstan, 40 000 depuis l'Ouzbékistan et 30 000 depuis le Tadjikistan (Thorez, 2005). L'ampleur de ce flux fait de l'émigration allemande la plus importante après l'émigration russe cependant qu'en Allemagne, ce contingent centre-asiatique représente la majorité des *Aussiedler* ayant quitté l'espace « russo-soviétique » après deux siècles d'implantation.
- 18 Une configuration similaire draine vers Israël les populations juives quoiqu'un flux secondaire se soit établi à destination des Etats-Unis et de l'Allemagne. Plusieurs dizaines de milliers de Juifs ont donc réalisé leur *Aliyah*, de sorte que les effectifs de cette population composée de Juifs askhénazes, russophones, arrivés en Asie centrale durant les périodes tsariste et soviétique, et de Juifs orientaux, tadjikophones, se sont considérablement réduits. Porteurs d'une tradition juive et centre-asiatique millénaire, les Juifs de Transoxiane ne sont plus que quelques centaines en Ouzbékistan (Atlas ethnique de l'Ouzbékistan, 2002). A Boukhara comme à Samarkand, tandis que la mise en tourisme modifie les fonctions et le tissu urbains (Pincent, 2006), les *mahalla* juives, qui sont situées au cœur des vieilles villes (*eski shahar*), sont réinvesties par des populations tadjikes et ouzbèkes : une population et une culture disparaissent dans la crise post-soviétique et le projet sioniste. Plus largement, le potentiel migratoire des populations en quête de « patries historiques » s'est fortement réduit. Au cours des années 1990, la diminution des effectifs de ces populations a oscillé entre -70 % chez les Allemands du Kazakhstan et -99 % chez les Juifs du Tadjikistan. Cette dynamique migratoire correspond à une séquence post-soviétique désormais révolue, dont l'empreinte dans les sociétés centre-asiatiques est toutefois indélébile.
- 19 Favorisée par l'allègement des contrôles étatiques sur les départs, l'attraction des pays développés de l'« étranger lointain » agit également sur les populations dont la mobilité reste tributaire des autorisations accordées par les pays étrangers. Ce flux, qui, selon un schéma classique, apparaît comme une manifestation des inégalités économiques, est

très majoritairement le fait des Russes. A l'échelle internationale, leur géographie migratoire, comparable à celle des Russes de Russie (de Tingué, 2004), reprend dans ses grands traits l'organisation de l'espace migratoire des Allemands ou des Juifs : l'Allemagne et Israël, puis les Etats-Unis et le Canada, sont les principales destinations lointaines des Russes d'Asie centrale. L'Allemagne a ainsi accueilli 80 % des migrants originaires du Kazakhstan et du Kirghizstan. Plusieurs facteurs expliquent cette superposition des flux. Une partie des migrants russes accompagne un conjoint bénéficiant du droit au retour. Des représentations communes des pays développés et de l'espace de vie potentiel conduisent à certain mimétisme migratoire, lequel est également encouragé par la transposition des réseaux sociaux construits en Asie centrale et accompagnant la migration. Aussi l'attraction d'Israël dépasse-t-elle les contours de la population juive et de nombreux Russes étrangers à la culture juive décident-ils de migrer en Israël où l'existence d'une communauté russophone nombreuse facilite leur implantation et leur intégration. Toutefois, malgré la forte demande de mobilité des populations russes d'Asie centrale, les pays de l'« étranger lointain » sont demeurés une destination rare au cours de la période post-soviétique. Environ 10 % des Russes du Kazakhstan mais seulement 1 à 2 % des Russes quittant l'Ouzbékistan ont migré vers un pays occidental.

La Russie, pôle d'immigration

- 20 Depuis les indépendances, la Russie a polarisé les flux migratoires centre-asiatiques. Plus de 4,5 millions de ressortissants d'Asie centrale, majoritairement des Russes, ont définitivement migré entre les pays centre-asiatiques et la Russie entre 1990 et 2007, d'après les données du comité des statistiques de la Russie (tableau 2). Dans le contexte de la crise des indépendances, la « patrie historique » a produit une attraction réelle sur les populations impériales déstabilisées par la disparition de l'URSS. Pour de nombreux migrants, le retour dans la « mère-patrie » correspondait également à un retour à la terre, en raison de l'origine urbaine de la majorité d'entre eux et des difficultés à obtenir un permis de résidence dans les grandes villes en Russie (Peyrouse, 2007). Le déclassement subi en Asie centrale par les Russes, dont le niveau de qualification était dans l'ensemble élevé, s'est donc souvent prolongé dans les campagnes de Russie, où, dans de nombreux endroits, leur installation suscita des réactions hostiles parmi les populations locales. Cependant, une partie des migrants, notamment cosaques, a appréhendé son implantation dans les milieux ruraux de Sibérie, de l'Oural ou de la Volga, comme un élément de régénération identitaire, à travers la réactivation de la dimension fondamentalement pionnière du peuple russe (Laruelle, Peyrouse, 2004).
- 21 La migration des Russes d'Asie centrale vers la Russie détient toutefois une dimension économique fondamentale, en raison de la différence de niveau de vie qui existe entre la Russie et l'Asie centrale (à l'exception du Kazakhstan). La nature nationale de la mobilité vers la Russie est aussi atténuée par la complexité de l'identité des Russes d'Asie centrale. Dans les années 1990, des enquêtes d'opinion ont souligné la persistance et la prégnance de l'identité soviétique (Peyrouse, 2007). Et, marque de leur ancrage centre-asiatique, les Russes considéraient la Russie comme la terre de leurs ancêtres (*otečestvo*) plutôt que comme leur patrie (*rodina*). Par ailleurs, dans les années qui ont suivi les indépendances, les Russes de l'étranger proche n'ont pas fait l'objet d'une politique très active de la part des autorités moscovites – en 2003, la Russie a

ainsi mollement dénoncé l'abrogation de la double citoyenneté décidée par le Turkménistan (Peyrouse, 2008). De surcroît, les résidents du Turkménistan choisissant la citoyenneté russe et subissant de ce fait des mesures discriminatoires (confiscation des appartements, etc.) n'ont pas reçu un soutien ferme de l'administration de la Russie. Aussi ces migrations entre l'Asie centrale et la Russie ne correspondent-elles que partiellement à une configuration post-coloniale archétypique.

Tableau 2 - Les flux migratoires entre l'Asie centrale et la Russie (1990-2007)

Pays	Emigration	Immigration	Solde migratoire
Kazakhstan	2 427 618	660 001	- 1 767 617
Kirghizstan	485 650	106 964	- 378 686
Ouzbékistan	1 034 639	184 710	- 849 929
Tadjikistan	449 095	53 240	- 395 855
Turkménistan	189 744	43 968	- 145 776
Asie centrale	4 586 746	1 048 883	- 3 537 863

Source : service fédéral des statistiques nationales de la Russie

- 22 Si des programmes d'accompagnement des migrants ont été mis en œuvre dans les années 1990, ce n'est qu'en 2006 que la Russie a véritablement engagé une politique destinée à encourager le retour des « compatriotes » [*sootečestvenniki*] résidant à l'étranger, pour répondre à la crise démographique qui la touche (Mkrtchian, 2007). Le pays doit faire face à un processus de dépopulation : l'excédent migratoire ne compense pas le déficit naturel. Un solde naturel très négatif explique la diminution de la population de 147 à 145 millions d'habitants entre les recensements de 1989 et de 2002. Des mesures incitatives, notamment financières, doivent stimuler la mobilité depuis l'« étranger proche » et permettre de pourvoir de façon privilégiée les régions orientales – la Sibérie et l'Extrême Orient – où la crise démographique est exacerbée. Toutefois, les effets de l'« appel aux compatriotes » sur la mobilité des Russes de l'« étranger proche » demeurent limités, l'essor récent des migrations définitives entre l'Asie centrale et la Russie, qui a précédé l'adresse de V. Poutine, répondant surtout au différentiel économique. Les dispositifs prévus pour accompagner l'installation des migrants présentent de surcroît d'importantes lacunes, tandis que le potentiel migratoire des Russes, sur lesquels la Russie pourrait s'appuyer pour asseoir sa position géopolitique dans son « étranger proche », est altéré par plusieurs décennies d'émigration.

Migrations et transformations sociales : vers des sociétés nationales

De nouveaux équilibres démographiques

- 23 Alors que, du fait des politiques incitatives et coercitives de peuplement, l'intégration de l'Asie centrale dans l'empire tsariste et dans l'Union soviétique avait conduit à une diversification ethnique de la population centre-asiatique, les indépendances

s'accompagnent d'une homogénéisation des populations du point de vue du critère national. En même temps que les inégalités sociales s'accroissent et que des formes de ségrégation et d'agrégation socio-spatiales se développent dans les villes, les pratiques migratoires différenciées des populations de l'Asie centrale entraînent une « kazakhisation », une « kirghization », une « ouzbékisation », une « tadjikisation » et une « turkménisation » des populations. Depuis les indépendances, la part des nationalités éponymes dans la population des pays centre-asiatiques a augmenté de 10 à 15 points. D'après les données du comité des statistiques ouzbékistanais, la part des Ouzbeks s'est élevée de 71 % à 80 % entre 1989 et 2005 (pendant que celle des Russes a chuté de 8,3 % à 3,6 %). Pour la première fois depuis le recensement de 1926, les Kazakhs ont officiellement été majoritaires (53 %) au Kazakhstan à celui de 1999. Ce mouvement d'homogénéisation s'opère au détriment des populations russophones, dont les effectifs se sont effondrés à la faveur de l'émigration post-soviétique, de même que dans les pays du Caucase du Sud. Vers 2000, il demeurait environ 6,5 millions de Russes, dont près de 4,5 millions au Kazakhstan, soit 10 % de la population de la région, alors que cette communauté disparate comprenait 9,3 millions d'habitants et représentait près de 20 % de la population d'Asie centrale, à la veille des indépendances (tableau 3) (Thorez, 2005). Le processus s'est prolongé avec moins vigueur au cours des années 2000. Toutefois, en 2007, seulement 5,5 millions de Russes continuaient à résider dans les républiques centre-asiatiques (Peyrouse, 2008). Outre les équilibres démographiques généraux, cette évolution affecte les économies par le déficit de main-d'œuvre qualifiée qu'elle provoque¹⁷.

Tableau 3 - Les Russes en Asie centrale (1989-2007)

Pays	1989	1999/2000	2007
Kazakhstan	6 062 019	4 479 618	~ 4 000 000
Kirghizstan	916 558	603 198	~ 500 000
Ouzbékistan	1 653 478	1 199 015	~ 800 000
Tadjikistan	388 481	68 171	~ 50 000
Turkménistan	333 892	~ 175 000	~ 150 000
Asie centrale	9 354 428	~ 6 525 000	~ 5 500 000

Sources : recensement de la population de l'URSS, recensement de la population du Kazakhstan (1999), du Kirghizstan (1999), du Tadjikistan (2000), estimations in Peyrouse, 2008.

- 24 Fait original, le gouvernement kazakhstanais a mené une politique migratoire discriminante pour renforcer la « kazakhité » et accélérer la « kazakhisation » du Kazakhstan, en soutenant le « rapatriement » des Kazakhs de l'étranger, par des aides financières, économiques et sociales. Dans ce cadre, l'administration estime que 650 000 *oralman*, terme qui signifie en kazakh « ceux qui reviennent », ont migré vers le Kazakhstan depuis l'indépendance. L'Ouzbékistan a fourni le principal contingent de migrants (60 % des *oralman*). Mais environ 20 % des « rapatriés » sont originaires de l'étranger lointain, en particulier de Mongolie. Débuté en 1991, le processus s'est accéléré depuis 2000, car le pays est alors apparu en Asie centrale comme un pôle de croissance et de stabilité. Par delà l'effet du flux d'immigration sur les équilibres ethniques, les autorités ont fait des *oralman* de Mongolie et de Chine des instruments de la kazakhisation, en raison de leur connaissance et de leur pratique de la langue

kazakhe qu'une partie des Kazakhs soviétiques a perdu (Mendykulova, 1997). De surcroît, ayant échappé à la sédentarisation forcée et à la russification, ces *oralman* étaient porteurs, aux yeux de l'Etat, d'une culture kazakhe nomade préservée de la soviétisation qui devait nourrir le développement de la « conscience » et de la « spiritualité » nationales.

- 25 Parallèle à l'apparition du nouveau régime migratoire, l'inversion du mouvement naturel chez les russophones a amplifié la modification des équilibres démographiques centre-asiatiques. Au Kazakhstan, l'accroissement naturel des Russes est tombé de +0,57 % en 1990 à -0,34 % en 1995, celui des Ukrainiens de +0,45 % à -0,56 %, à la suite de l'augmentation rapide de la mortalité et du recul sensible de la natalité (Alekseenko et Alekseenko, 1999). Cette évolution s'inscrit dans une séquence longue d'affaiblissement du dynamisme démographique mais résulte fondamentalement de la dégradation de l'environnement économique et social, de la détérioration de la situation sanitaire et du vieillissement des populations allochtones consécutif à l'émigration massive des jeunes générations.
- 26 En tout état de cause, la conjonction des processus de dépopulation et de dépeuplement provoque une crise démographique sans précédent parmi les populations allochtones, dont les conséquences sont d'autant plus fortes que les populations nationales ont conservé une certaine vitalité démographique. Cette crise modifie profondément les sociétés et les territoires d'Asie centrale. Aux sociétés impériale et soviétique tendent à succéder des sociétés nationales, cependant que l'on assiste à un repli du peuplement russophone, y compris dans les régions septentrionales du Kazakhstan situées dans la continuité du foyer de peuplement russe (carte 2 et 3).

- 27 Si les capitales et les grandes villes conservent une population multi-ethnique, la part des populations allochtones y diminue rapidement. A l'échelle de l'espace post-soviétique, ce processus semble s'inscrire dans la dynamique centripète qui affecte les régions orientales et septentrionales de la Russie et qui conduit également à la modification rapide de la population et du peuplement dans le Caucase.

Le Kazakhstan en crise (1993-2002) : de l'émigration au dépeuplement.

- 28 La transformation de la population et du peuplement sous l'effet des migrations des Russophones a été encore plus marquée au Kazakhstan car la vague d'émigration post-soviétique a connu une ampleur telle que le pays a enregistré entre 1993 à 2002 une

diminution de la population. En même temps que se modifiaient les équilibres nationaux, les effectifs de la population kazakhstanaise se sont réduits de 16,199 à 14,953 millions d'habitants entre les recensements de 1989 et de 1999 (-8 %), quand plus de 3 millions de personnes ont définitivement quitté le pays (Thorez, 2004). En raison de l'importance du flux migratoire et de la part initiale des populations allochtones dans la population du pays, l'émigration a donc confiné au dépeuplement. A l'échelle régionale, de façon significative, la distribution territoriale de la crise démographique correspond dans ses grands traits à la géographie du peuplement russophone. Les régions centrales et septentrionales, d'une part, et les régions orientales, d'autre part, qui étaient les plus slavisées, furent les territoires les plus touchés par le dépeuplement (carte 4).

- 29 La crise démographique s'est diffusée dans les espaces ruraux comme dans les milieux urbains. Dans les campagnes des Terres vierges, dont la mise en valeur avait fait l'objet d'une vaste opération d'aménagement soviétique dans les années 1950, l'émigration des populations « européennes » (Allemands, Russes, Ukrainiens, Biélorusses, etc.) conduit à l'abandon de certains villages et aboutit à un resserrement du peuplement le long des voies de communication. Cette évolution des campagnes septentrionales ne s'observe pas avec la même homogénéité ni la même intensité dans les régions méridionales. Si les villages cosaques des piémonts du Tian-Chan et l'Alatau de Djoungarie – les *stanitsa* – se dépeuplent, les oasis turkestanaises et les campagnes proches d'Almaty, dont le dynamisme économique favorise l'expansion péri-urbaine, gagnent de la population.
- 30 Dans les villes, la population a perdu 750 000 habitants entre les recensements de 1989 et de 1999 pour s'établir à 8,375 millions de personnes. Ce recul s'accompagne de la contraction du réseau urbain et du semis des bourgs de type urbain. Entre 1989 et 1999, vingt localités ont perdu leur statut de ville, bien que les critères employés pour définir les lieux de peuplement –effectifs de la population, composition sociale – n'aient pas été changés par l'administration kazakhstanaise. A bien des égards, le Kazakhstan a donc connu un phénomène de désurbanisation après son indépendance (Asylbekov, Kozina, 2000), dont les manifestations furent particulièrement sensibles dans les villes

fondées pendant la conquête tsariste et durant la période soviétique, notamment dans les villes industrielles et minières développées dans le cadre de la planification socialiste. A l'échelle locale, la désurbanisation prend la forme d'un abandon voire d'une déconstruction de l'espace urbain (Thorez, 2005). Dans la région de Karaganda, région industrielle dont l'essor a reposé sur l'exploitation d'un gisement houiller¹⁸, l'exode a été massif : plus du quart de la population des localités minières et industrielles a quitté le Kazakhstan au cours des années 1990 (Kozina, 2001). Ce dépeuplement marque le paysage et produit des vides dans l'espace urbain¹⁹. Dans les immeubles, des appartements et des cages d'escalier sont vacants ou abandonnés ; dans les quartiers, des immeubles sont inoccupés, vidés de leurs habitants ou inachevés ; dans les villes, des quartiers sont abandonnés, des carcasses d'immeubles surgissant à la lisière de la steppe. Alors que de nombreuses friches mitent désormais l'espace urbain, des opérations de déconstruction sont menées suite à la vente des biens des entreprises industrielles et minières qui détenaient le parc immobilier où résidaient leurs salariés.

- 31 A l'échelle nationale, le processus de dépeuplement s'est interrompu en 2002. Mieux, le solde migratoire est officiellement devenu positif en 2004 (figure 1), de sorte que la population kazakhstanaise croît désormais rapidement – les résultats préliminaires du recensement de 2009 indiquent que 16,402 millions d'habitants résideraient au Kazakhstan²⁰. Cette inversion de la dynamique démographique est liée à la croissance économique exceptionnelle enregistrée au cours des années 2000 grâce à l'exploitation des matières premières (hydrocarbures, uranium, etc.). La rente occasionne des déséquilibres structurels susceptibles d'affaiblir certaines branches d'activité et de menacer la stabilité politique et sociale mais elle donne au Kazakhstan une attractivité qui réduit la demande d'émigration et qui stimule la mobilité des *oralman* ainsi que celle des travailleurs du Kirghizstan et de l'Ouzbékistan. Plus largement, ce dynamisme économique et démographique confère au Kazakhstan une place dominante dans le champ géopolitique centre-asiatique.

Emigrations soviétiques et post-soviétiques : un processus continu ?

Un déficit migratoire ancien

- 32 Le déficit migratoire du Kazakhstan, du Kirghizstan, de l'Ouzbékistan, du Tadjikistan et du Turkménistan a fait de l'Asie centrale un pôle d'émigration, au moment où, après l'éclatement de l'URSS, elle s'est insérée dans le système migratoire mondial. L'ampleur des transformations sociales accompagnant la redéfinition de la territorialité des populations centre-asiatiques ne doit toutefois pas occulter le fait que la région a éprouvé des pertes migratoires dès les années 1970 (tableau 4). L'inversion de la dynamique migratoire a d'abord touché le Kazakhstan avant de se diffuser à toute l'Asie centrale où, de ce fait, le déficit a atteint 1,366 millions de personnes entre 1970 et 1985.

Tableau 4 - Le solde migratoire des républiques d'Asie centrale entre 1961 et 1985 (en milliers de personnes)

Pays	1961-1965	1966-1970	1971-1975	1976-1980	1981-1985
Ouzbékistan	130,5	127,2	142,7	- 209,9	- 205,4
Kirghizstan	72,6	53,3	- 37,5	- 64,7	- 76,5
Tadjikistan	56,3	14,4	1,3	- 42,7	- 45,5
Turkménistan	1,1	2,5	2,7	- 26,6	- 42,3
Kazakhstan	406,6	7,3	-190,3	- 372,0	- 289,8
Asie centrale	467,1	204,7	- 91,1	- 615,9	- 659,5

Sources : Alekseenko, Alekseenko, 1999, Zajončkovskaâ, 1994.

- 33 Cette rupture a succédé à la longue séquence tsariste et soviétique, durant laquelle la région a connu un excédent migratoire, du fait des politiques de colonisation et de développement et de l'assignation à l'Asie centrale de la fonction de réceptacle de populations et peuples réprimés.

Prolongement ou rupture post-soviétique ?

- 34 L'ancienneté du déficit migratoire des républiques d'Asie centrale a conduit plusieurs auteurs, tel A. Blum, dans *Naître, vivre et mourir en URSS (1917-1991)*, à considérer que les migrations des années 1990 prolongeaient le processus engagé dans les années 1970 (Blum, 1994). Cette analyse, qui privilégie l'inscription des dynamiques migratoires et démographiques dans la longue durée, repose aussi sur le fait que les émigrés d'Asie centrale étaient déjà dans leur grande majorité des Russes et des représentants des nationalités allochtones. Leur mobilité contrastait avec l'ancrage résidentiel rural et centre-asiatique des populations turques et tadjikes (Thorez, 2007). La similitude des émigrations soviétiques et post-soviétiques tient en outre aux motifs de la mobilité. L'inversion de la dynamique migratoire s'est en effet produite à la suite de la dégradation de l'environnement économique et social et de l'altération du statut social des populations russophones. À partir de la stagnation brejnévienne, les conditions d'accès à l'emploi se sont détériorées dans un contexte marqué par une forte croissance démographique. Au cours des années 1980, la population active a crû de 2,4 millions personnes en Ouzbékistan quand seulement 700 000 postes de travail supplémentaires furent créés. Un chômage latent s'est développé et les emplois à l'extérieur du secteur d'Etat, notamment dans l'agriculture privée se sont donc généralisés (Zajončkovskaâ, 1994)²¹. L'indigénisation (*korennizacia*) croissante de la main d'œuvre renforçait les effets négatifs de la détérioration du marché du travail chez les populations allochtones, d'autant plus que ces derniers ne bénéficiaient que secondairement des emplois de l'économie informelle. Alors que les fronts pionniers sibériens demandaient une main-d'œuvre abondante pour la construction du BAM ou la mise en exploitation des gisements d'hydrocarbures de la plaine de Sibérie occidentale, les conditions de vie en Asie centrale alimentaient donc la demande migratoire. Dans le même temps, les flux d'immigration commençaient à se réduire : la décolonisation débutait « en cachette et sans heurts » dans l'URSS finissante (Blum, 1994).

Tableau 5 - Les Russes en Asie centrale (1959-1989) : effectifs et part dans la population (en %)

Pays	1959		1970		1979		1989	
Kazakhstan	3 974 229	42,7	5 521 917	42,4	5 991 205	40,8	6 062 019	37,8
Kirghizstan	623 562	30,2	855 939	29,2	911 703	25,9	916 558	21,5
Ouzbékistan	1 090 728	13,5	1 473 461	12,5	1 665 658	10,8	1 653 478	8,3
Tadjikistan	262 610	13,3	344 109	11,9	395 089	10,4	388 481	7,6
Turkménistan	262 709	17,3	313 079	14,5	349 170	12,5	333 892	9,5
Asie centrale	6 213 838	27,0	8 508 505	25,9	9 312 825	23,2	9 354 428	19,1

Sources : recensements de la population de l'URSS

- 35 Les transformations récentes du système migratoire centre-asiatique conduisent toutefois à nuancer cette analyse. Tout d'abord, la nature des migrations semble avoir changé du fait de la modification du contexte politique, économique et social. Au cours des années 1990, la mobilité s'est apparentée pour les populations allochtones à des migrations contraintes, voire à des migrations forcées dans le cas des réfugiés du Tadjikistan. Des travaux ont d'ailleurs mis en évidence la faiblesse initiale de la demande migratoire – en 1990, moins de 10 % des Russes kazakhstaniens envisageaient d'émigrer, environ un quart dans les républiques méridionales (Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan) (Rybakovskij, 1996). En revanche, en 1994-95, au cours d'une enquête menée au Kazakhstan, au Kirghizstan et en Ouzbékistan, il est apparu que 60 % à 75 % des Russes souhaitaient partir de la région, dont la moitié dans l'année à venir, tandis que moins de 5 % d'entre eux se projetaient à long terme en Asie centrale (Zajončkovskaâ, 1996). Alors que d'autres recherches ont montré la prédominance des facteurs endogènes dans la décision de migrer, cette augmentation rapide de la demande migratoire au début des années 1990 traduit le glissement vers une mobilité subie. Pour de nombreux migrants, les conditions d'implantation en Russie – difficiles voire hostiles – ont, de surcroît, renforcé cet aspect post-soviétique des migrations.
- 36 La généralisation des pratiques d'émigration au sein des populations russophones constitue par ailleurs une spécificité du nouveau paradigme migratoire. L'émigration concerne désormais toutes les générations et toutes les classes sociales, à la différence des années 1970-1980 durant lesquelles la mobilité était essentiellement le fait des jeunes actifs (Zajončkovskaâ, 1996). A travers cette évolution structurelle, l'émigration est donc devenue un phénomène collectif, caractéristique des formes de mobilité sous contrainte. Il faut toutefois souligner que, devant les difficultés à s'intégrer en Russie, un certain nombre de Russes ont décidé de retourner en Asie centrale. Ce phénomène a surtout concerné le Kirghizstan, entre 1995 et 1999, et le Kazakhstan (Kosmarskaâ, 2006)²².

- 37 Du point de vue de l'Asie centrale, la séquence contemporaine marque aussi une rupture avec la fin de la fin de la période soviétique, malgré la permanence du déficit migratoire. Comme celui-ci était compensé par l'accroissement naturel, les effectifs de la population russe ont continué à croître durant les années 1970 puis ont stagné pendant les années 1980 (tableau 5). Prolongeant une dynamique entamée dès les années 1960, la part des Russes dans la population centre-asiatique a certes diminué durant cette période, mais la « décolonisation avant l'heure », qui traduisait surtout les carences du développement soviétique de l'Asie centrale, ne bouleversait pas les équilibres démographiques. Au cours de la crise des indépendances, la conjonction du tarissement du flux d'immigration et de l'intensification du flux d'émigration au début des années 1990 a entraîné en revanche une contraction des populations allochtones qui transforme fondamentalement les sociétés d'Asie centrale.

Conclusion

- 38 En Asie centrale, l'émigration des populations russophones est un phénomène majeur de la période post-soviétique, en raison de l'ampleur du flux et de ses conséquences sociales. Cette vague d'émigration, qui accompagne le repli du pouvoir moscovite, est souvent analysée comme un élément de la décolonisation post-soviétique. Malgré la primauté des migrations entre l'Asie centrale et la Russie, les comportements migratoires des populations russophones présentent toutefois des similitudes avec ceux des populations de Russie : patries historiques et pays développés constituent des pôles d'attraction dont l'accessibilité varie suivant les nationalités. Alors que la demande migratoire repose surtout sur des facteurs endogènes, la croissance des flux d'émigration définitive s'inscrit par ailleurs dans un contexte de généralisation des mobilités de crise, dont la dimension post-soviétique semble primer sur la dimension post-coloniale.
- 39 Des mobilités commerciales informelles ont prospéré devant la décomposition du système d'échanges soviétique. Animées par des commerçants-navetteurs, elles constituent une réponse à la crise post-soviétique et insèrent l'Asie centrale dans les réseaux de la « mondialisation par le bas » (Thorez, 2008). D'autre part, depuis la seconde moitié des années 1990, les migrations de travail, saisonnières et temporaires, connaissent un essor spectaculaire qui contraste avec la stabilité résidentielle et professionnelle qui prévalait jusqu'alors²³. Impliquant les populations centre-asiatiques d'Ouzbékistan, du Kirghizstan et du Tadjikistan, elles se développent de l'échelle régionale à l'échelle internationale (Abdullaev, 2008) et façonnent un champ migratoire entre l'Asie centrale et la Russie (Olimova, Bosc, 2003, Thorez, 2007).
- 40 La généralisation des flux d'émigration questionne les modèles économiques et sociaux ainsi que les modèles nationaux adoptés par les pays centre-asiatiques. Si la crise des indépendances (fin 1980 – début 1990) a constitué un terreau favorable à la mobilité des populations allochtones, la permanence du déficit migratoire et l'émigration des populations centre-asiatiques renvoient aux déficiences du développement contemporain. Aussi le nouveau régime migratoire concourt-il à la tiers-mondisation des pays de l'Asie centrale, pour lesquels la trajectoire post-soviétique correspond à une transition post-coloniale mais surtout à un déclassement dans le système mondialisé.

BIBLIOGRAPHIE

- Abdullaev E.V. (dir.), 2008. *Trudovaâ migraciâ v respublike Uzbekistan* [Les migrations de travail en Ouzbékistan], Tachkent, PNUD, 204 p.
- Adam, S., 2000. La diaspora meskhète face aux défis de la transition post-soviétique, *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, n° 30, p. 113-134.
- Alekseenko N. V., Alekseenko, A. N., 1999. *Naselenie Kazahstana za 100 let (1897-1997)* [La population du Kazakhstan (1897-1997)], Ust-Kamenogorsk, Vostočno-kazahskij tehničeskij universitet, 158 p.
- Asylbekov M. H., Kozina V. V., 2000. *Kazahi (demografičeskie tendencii 80-90-h godov)* [Les Kazakhs (les tendances démographiques des années 1980 et 1990)], Almaty, Orkeniet, 102 p.
- Blum A., 1994. *Naître, vivre et mourir en URSS (1917-1991)*, Paris, Plon, 273 p.
- Cadiot J., 2007. *Le Laboratoire impérial. Russie-URSS 1860-1940*, Paris, CNRS éditions, 267 p.
- Elebaeva A. B., 2001. *Mežetničeskie otnošeníâ v postsovetskih gosudarstvah central'noj Azii* [Les relations inter-ethniques dans les États post-soviétiques d'Asie centrale], Bichkek, Ilim, 137 p.
- Ètničeskij atlas Uzbekistana* [Atlas ethnique de l'Ouzbékistan], 2002, Tachkent, OOFs Uzbekistan – LIA, 452 p.
- Korobkov A.V., Zaionchkovskaia, Z.A., 2004. The changes in the migration patterns in the post-Soviet states : the first decade, *Communist and Post-Communist Studies*, vol. 37, p. 481-508.
- Kosmarskaâ, N.P., 2006. *“Deti imperii” v postsovetskoj tsentral'noj Azii : adaptivnye praktiki i mental'nye sdvigi (Russkie v Kirgizii 1992-2002)* [Les « enfants de l'Empire » en Asie centrale post-soviétique : pratiques d'adaptation et évolutions mentales (Les Russes en Kirghizie 1992-2002)], Moscou, Natalis, 597 p.
- Kozina V.V., 2001, *Naselenie central'nogo Kazahstana (40-e gody – konec XX veka)* [La population du Kazakhstan central (années 1940 – fin du XX^e siècle)], Almaty, Orkeniet, 184 p.
- Laitin D., 1998. *Identityin Formation, the Russian-speaking Population in the Near Abroad*, Ithaca-London, Cornell University Press, 417 p.
- Laruelle, M., Peyrouse, S., 2004. *Les Russes du Kazakhstan – Identités nationales et nouveaux Etats dans l'espace post-soviétique*, Paris, Maisonneuve & Larose, 354 p.
- Massot S., 2007. Hypermobilité cauchemardesque entre l'Ouzbékistan et la Russie : un étranger proche si loin, *Synergies*, n°4, p. 39-46.
- Mendykulova, G. M., 1997, *Istoričeskie sud'by kazahskoj diasporы – proishozhdenie i razvitie* [Les destinées historiques de la diaspora kazakhe – origine et développement], Almaty, Gylym, 264 p.
- Mkrtchian N., 2007. La politique d'immigration de la Russie. Tours et détours, *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 1060, p. 54-68.
- Naselenie Uzbekistana : 15 let nezavisimogo razvitiâ* [La population de l'Ouzbékistan : quinze ans de développement indépendant], 2007, Tachkent, Centre de recherches sociales et économiques – UNFPA, 271 p.
- Olimova S. K., Bosc, I., 2003. *Labour Migration from Tajikistan*, Douchanbe, Organisation Internationale pour les Migrations, 132 p.

- Peyrouse S., 2007. Les flux migratoires des Russes entre Asie centrale et Russie, *Espaces, populations et sociétés*, n°1, p. 47-57.
- Peyrouse S. 2008. *The Russian Minority in Central Asia : Migration, Politics and Language*, Washington, WWICS - Kennan Institute, Occasional Paper n° 297, 33 p.
- Pincent G., 2006. La réhabilitation fonctionnelle des villes pré-coloniales d'Ouzbékistan : un outil de domination politique ?, *Cybergeo*, <http://www.cybergeo.eu/index1750.html>
- Polân P., 2001. *Ne po svoej pole : istoriâ i geografiâ prinuditel'nyh migracij v SSSR* [Contre leur gré : histoire et géographie des migrations forcées en URSS], Moscou, Memorial, 326 p.
- Rybakovskij L.L., 1995. Migracionnyj obmen naseleniâ meždû central'noj Aziej i Rossiej [Les échanges migratoires entre l'Asie centrale et la Russie], *Sociologičeskie issledovaniâ*, n°9, p. 89-95.
- Rybakovskij L.L., 1996. Central'naâ Aziâ i Rossiâ : meždû gosudarstvennyj migracionnyj obmen [Asie centrale et Russie : les échanges migratoires inter-étatiques], in Vitkovskaâ, G.S. (dir.), *Migraciâ russkoâzyčnogo naseleniâ iz Central'noj Azii : pričiny, posledsvtiâ, perspektivy* [L'émigration des populations russophones d'Asie centrale : causes, conséquences, perspectives], Moscou, Carnegie, p. 65-82.
- Thorez, J., 2004. La population du Kazakhstan post-soviétique, héritages et évolutions contemporaines in Richard, Y., Sanguin, A.-L. (dir.), *L'Europe de l'Est, quinze ans après la chute du mur de Berlin*, Paris, L'Harmattan, p. 61-76.
- Thorez, J., 2005. *Flux et dynamiques spatiales en Asie centrale – Géographie de la transformation post-soviétique*, Thèse de doctorat, Université de Paris 10 – Nanterre, 570 p.
- Thorez J., 2007. Itinéraires du déracinement – L'essor des migrations de travail entre l'Asie centrale et la Russie, *Espaces, populations et sociétés*, n° 1, p. 59-71.
- Thorez, J., 2008. Bazars et routes commerciales d'Asie centrale : transformation post-soviétique et « mondialisation par le bas », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 24, n° 3, p. 167-189.
- Tinguy (de) A., 2004. *La grande migration- La Russie et les Russes depuis l'ouverture du rideau de fer*, Paris, Plon, 662 p.
- Tiškov, V.A. (dir.), 1996. *Migracii i novye diaspori v postsovetskih gosudarstvah* [Migrations et nouvelles diasporas dans les États post-soviétiques], Moscou, Institut ètnologii i antropologii RAN, 239 p.
- Tournon S., 2007. La Géorgie face au retour des Meskhètes, *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 1060, p. 99-102.
- Vitkovskaâ G.S., 1996. Migracionnoe povedenie netitul'nogo naseleniâ v stranah central'noj Azii [Les comportements migratoires des populations non-titulaires dans les pays d'Asie centrale], in Vitkovskaâ, G.S. (dir.), *Migraciâ russkoâzyčnogo naseleniâ iz Central'noj Azii : pričiny, posledsvtiâ, perspektivy* [L'émigration des populations russophones d'Asie centrale : causes, conséquences, perspectives], Moscou, Carnegie, p. 83-131
- Zajončkovskaâ Zh. A., 1994. Migracionnye svâzi Rossii posle raspada SSSR [Les liens migratoires de la Russie après l'effondrement de l'URSS] in *Migracionnye processy posle raspada SSSR* [Les processus migratoires après l'effondrement de l'URSS], Moscou, Institut narodnohožâjstvennogo prognozirovaniâ RAN, 1994, p. 3-46.
- Zajončkovskaâ, Zh.A., 1996. Istoričeskie korni migracionnoj situacii v Srednej Azii [Les racines historiques de la situation migratoire en Asie moyenne], in Vitkovskaâ, G.S. (dir.), *Migraciâ*

rusškoazyčnogo naseleniâ iz Central'noj Azii : pričiny, posledsvtiâ, perspektivy [L'émigration des populations russophones d'Asie centrale : causes, conséquences, perspectives], Moscou, Carnegie, p. 41-64.

Ziâmov, Š, 2000. O mežetničeskom konflikte 1989 goda v Uzbekistane [Le conflit inter-ethnique de 1989 en Ouzbékistan], *Central'naâ Aziâ i Kavkaz*, n° 6 (12), p. 153-159.

NOTES

1. Cet article a été rédigé dans le cadre du programme de recherche « Caucase et Asie centrale : un autre sud ? », financé par l'ANR et dirigé par C. Mouradian (Cercec, EHESS-CNRS).
2. Il convient toutefois de mentionner que, pour des raisons politiques, le président du Kazakhstan, N. Nazarbaev, a estimé que tous les citoyens kazakhstaniens, y compris les Kazakhs, étaient russophones, en considérant que la catégorie russophone renvoyait à une compétence linguistique et désignait l'ensemble des personnes parlant russe (Laitin, 1998).
3. Le titre de l'ouvrage de N.P. Kosmarskaâ "*Deti imperii*" v postsovetskoj tsentral'noj Azii [Les « enfants de l'Empire » en Asie centrale post-soviétique] (Kosmarskaâ, 2006) reprend ainsi, de façon significative, l'expression employée par S. Panarin pour désigner les populations russophones.
4. En 2000, 480 000 personnes ont migré entre les pays de la CEI contre plus de 3 millions en 1990 (Korobkov, Zaionchkovskaia, 2004).
5. En juin 1989, des violences inter-ethniques, qui firent 107 morts, plusieurs centaines de blessés et mutilés parmi la population meskhète, se sont diffusées depuis le Ferghana aux régions du nord-est de l'Ouzbékistan (Ziâmov, 2000). Ces troubles s'inscrivaient dans un contexte soviétique marqué par le développement des mouvements nationalistes, l'essor des dynamiques centrifuges et la brutalisation des rapports sociaux. Durant la perestroïka, les revendications sociales se sont en outre souvent appuyées sur des argumentaires fondés sur des appartenances nationales conçues comme largement essentialistes, qui ont conforté la segmentation ethnique de la société. Mais les violences anti-meskhètes étaient également ancrées dans la réalité sociale du Ferghana. Dans cette région, la concentration des difficultés économiques et sociales des populations, lesquelles étaient soumises à différentes formes de manipulation, fut en effet instrumentalisée politiquement pour mobiliser les groupes ethniques, alors même que se développaient parallèlement des mouvements islamistes radicaux. Certains estiment que le déclenchement des pogroms anti-meskhètes était un élément de la politique menée par les organes centraux de l'Etat soviétique pour déstabiliser l'Ouzbékistan (Polân, 2001) et ainsi justifier une réaction forte destinée à contenir les dynamiques centrifuges. D'autres considèrent que ces événements ont été organisés par des mouvements nationalistes ouzbeks souhaitant provoquer le départ des populations allochtones pour favoriser l'« ouzbekisation » de la population (Adam, 2000). Dans ce schéma, la violence déployée contre les Meskhètes aurait également constitué un signe fort adressé aux populations russophones d'Ouzbékistan.
6. Des migrants de travail kirghizes, ouzbeks et tadjiks finissent par s'installer durablement en Russie et, pour certains d'entre eux, à acquérir la citoyenneté russe. Toutefois, les conditions de leur implantation initiale en Russie ne les intègrent pas dans la catégorie des migrants définitifs officiellement enregistrés entre l'Asie centrale et la Russie.
7. En Ouzbékistan et au Turkménistan, le développement de la langue nationale s'est en outre accompagné de l'abandon de l'alphabet cyrillique au profit de l'alphabet latin.
8. D'après les résultats du recensement de 1989, moins de 5 % des Russes d'Asie centrale maîtrisaient une langue centre-asiatique à la fin de la période soviétique.

9. Certains auteurs estiment que le système politique est désormais ethnocratique dans les pays d'Asie centrale (Laruelle M., Peyrouse S., 2006. *Asie centrale, la dérive autoritaire*, Paris, Autrement – CERI, 135 p.).
10. Dans les oasis d'Asie centrale, la *mahalla* est une communauté territorialisée qui apparaît comme la structure de base des espaces urbains et ruraux, en particulier en Ouzbékistan et au Tadjikistan. Conjuguant liens familiaux et liens de voisinage, cette communauté assimilée à un quartier exerce un fort contrôle social. Pour une approche historique, voir notamment Suhareva O. A., 1976, *Kvartal'naâ obšina pozdnefeodal'nogo goroda Buhary* [La communauté de quartier à Boukhara à l'époque féodale tardive], Moscou, Nauka, 363 p. ; Sahadeo J., 2007. *Russian Colonial Society in Tashkent 1865-1923*, Bloomington, Indiana University Press, 316 p.
11. Malgré la mise en œuvre des politiques nationales, les pays post-soviétiques ont toutefois toujours souligné la dimension multinationale des sociétés centre-asiatiques. Durant la période durant laquelle A. Akaev était président, la rhétorique officielle du Kirghizstan valorisait ainsi le slogan suivant : « *Kyrgyzstan naš obšij dom* » [Le Kirghizstan, notre maison commune].
12. Dans l'espace post-soviétique, l'expression « étranger proche » désigne l'entité géopolitique rassemblant les états issus de la partition de l'URSS (où la Russie entend conserver une position dominante) tandis que les autres pays constituent l'« étranger lointain ».
13. Littéralement : « c'est bien là où nous ne sommes pas », que l'on peut également traduire par « l'herbe est toujours plus verte ailleurs ».
14. Lassailly-Jacob, V., 1999. Migrants malgré eux. Une proposition de typologie, in Lassailly-Jacob V., Marchal J.-Y., Quesnel, A. (dir.), *Déplacés et réfugiés. La mobilité sous contrainte*, Paris, Éditions de l'IRD, 504 p.
15. La coalition « néo-communiste » ou « conservatrice » rassemblait deux grandes factions régionales : les Leninabadis et les Koulabis. Les premiers – désormais appelés khodjendis – sont originaires du nord du Tadjikistan. Les seconds, issus du sud du pays, dominent la vie politique tadjikistanaise depuis l'indépendance, à travers la figure du président E. Rakhmon, en se substituant aux Leninabadis. Pour sa part, la coalition « islamo-démocrate » regroupait les Pamiris, originaires de la région montagneuse du Haut-Badakhchan, et les Garmis, dont l'idéologisation islamiste était forte.
16. Une partie de la population allemande d'Asie centrale n'a pas été déportée mais est arrivée dans la région dans le cadre de l'expansion de l'empire tsariste. Plusieurs dizaines de milliers Allemands résidaient dans les steppes kazakhes à la veille de la première guerre mondiale.
17. Sur cette question, voir notamment Lembrez, M., 2009. Aperçus des identités et solidarités du quartier industriel des constructeurs aéronautiques de Tachkent, *Cahiers d'Asie centrale*, à paraître.
18. Le développement minier et industriel de la région de Karaganda, qui est située au cœur des steppes kazakhes, a été engagé dans les années 1930. Pour aménager et exploiter la nouvelle région industrielle, le pouvoir stalinien a mobilisé une main-d'œuvre nombreuse, constituée de contingents de travailleurs volontaires et de contingents de populations criminalisées (prisonniers politiques et de droit commun du *Gulag*).
19. Sur Karaganda, voir notamment le film de C. Barani (réalisé en collaboration avec G. Reynard), *Mine de rien*, 2004.
20. La population de plusieurs régions – Akmola, Kazakhstan oriental, Kazakhstan septentrional, Pavlodar, Kostanaï – a toutefois continué à décroître au cours des années 2000 (Potudanskaâ, V.F., Šajkin, D.N., 2008. *Estestvennoe i mehaničeskoe dviženie naselenia i trudovyh resursov Severnogo Kazahstana : analiz, modelirovanie i prognozirovanie* [Le mouvement naturel et migratoire de la population et de la population active du Nord Kazakhstan : analyse, modélisation et perspective], Moscou, Ekonomika, 168 p.).
21. Outre les exploitations collectives (kolkhozes, sovkhozes), l'agriculture soviétique comprenait des exploitations auxiliaires domestiques, exploitations privées d'appoint détenues

par les agriculteurs, dont la production était autoconsommée ou écoulée selon les principes du marché libre et tenait un rôle fondamental dans l'approvisionnement des villes.

22. N.P. Kosmarskaâ rapporte qu'à Grigorevka, bourg situé sur la rive septentrionale du lac Issyk-Koul, 10 % des familles ayant migré étaient revenues s'installer au Kirghizstan en 1998 (Kosmarskaâ, 2006).

23. Le dénombrement des migrants de travail centre-asiatiques est incertain et délicat. Mais tous les auteurs convergent pour considérer que le phénomène mobilise plusieurs millions de travailleurs. S. Massot avance même le chiffre de 8 millions d'Ouzbékistanais travaillant à l'étranger, que l'on peut toutefois estimer très excessif (Massot, 2007).

RÉSUMÉS

L'article aborde l'émigration des populations « russophones » d'Asie centrale depuis l'effondrement de l'URSS, en analysant les déterminants de la mobilité post-soviétique (crise économique, guerre civile, relations interethniques) et en replaçant ce processus dans l'histoire migratoire récente. Il présente également les répercussions en Asie centrale de ce flux massif qui constitue un élément fondamental de la transformation post-soviétique.

The present article deals with the emigration of Russian speaking population from Central Asia after the collapse of the Soviet Union. It aims to analyze the determining factors of the post-soviet mobility (economic crisis, civil war, interethnic relations) and to put this process into the recent history of migrations. In so doing, this paper explores the repercussions of this massive flow on Central Asia, which represents a fundamental aspect of the post-soviet transformation.

INDEX

Mots-clés : crise, indépendance, migration, transformation post-soviétique

Keywords : crisis, migration, post-soviet transition, sovereignty

AUTEUR

JULIEN THOREZ

Julien thorez (julienthorez@hotmail.com) est chargé de recherche en géographie au CNRS, membre de l'UMR 7528 Mondes iranien et indien (CNRS, INALCO, EPHE, Paris III – Sorbonne nouvelle). Il a récemment publié :

- « La construction territoriale de l'indépendance : réseaux et souveraineté en Asie centrale post-soviétique » Flux, 2007, n° 70.

- « Itinéraires du déracinement – L'essor des migrations de travail entre l'Asie centrale et la Russie », Espaces, populations et sociétés, 2007, n° 1.

- « Bazars et routes commerciales en Asie centrale – Transformation post-soviétique et "mondialisation par le bas" », Revue Européenne des Migrations Internationales, 2008, vol. 24, n° 3.